



Budget supplémentaire des dépenses (A) 2014-2015

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2015

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor, 2014

Ce document est disponible en médias substituts sur demande.

Ce document est disponible sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) à l'adresse suivante :
<http://www.tbs-sct.gc.ca>.

Internet : <http://publications.gc.ca>

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé pour désigner tant les hommes que les femmes.

Catalogue : BT31-2/1-20155F-PDF

ISSN : 1702-515X

(Numéro international normalisé des publications en série)

À moins d'indication contraire, l'information que renferme cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le SCT soit mentionné comme l'organisation source, et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le SCT ou avec son consentement.

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2014-2015

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2015

BUDGET DES DÉPENSES 2014-2015

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2014-2015

Introduction

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de quatre sections distinctes :

1. Introduction au budget supplémentaire des dépenses;
2. Tableaux sommaires;
3. Détails par organisation;
4. Annexe.

Objectif et renseignements généraux

Chaque année, le gouvernement prépare un budget des dépenses pour demander au Parlement l'autorisation de dépenser des fonds publics. Cette demande d'autorisation de dépenser est présentée officiellement au moyen d'un projet de loi de crédits déposé au Parlement. Le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses sont déposés à la Chambre des communes par le président du Conseil du Trésor, et ils appuient l'examen par le Parlement des projets de loi de crédits. Comme pour les autres projets de loi, les projets de loi de crédits deviennent des lois une fois qu'ils ont été approuvés par la Chambre des communes et le Sénat et qu'ils ont reçu la sanction royale.

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires du gouvernement du Canada qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers. Il présente également de l'information à l'intention du Parlement sur les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions et les modifications au libellé de crédits qui seront ultérieurement approuvés au moyen d'un projet de loi de crédits.

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont déposés au Parlement avant le projet de loi de crédits connexe qui, une fois approuvé, accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor en vue de l'exécution de ses programmes et de la prestation de ses services. Ainsi, les divers comités permanents du Parlement ont le temps d'examiner les dépenses proposées avant la présentation du projet de loi de crédits.

Le budget supplémentaire des dépenses fournit aussi des renseignements à jour, à titre indicatif seulement, sur les modifications aux coûts prévus des principaux postes législatifs. Ces dépenses étant déjà autorisées par une loi, elles ne figureront pas dans le projet de loi de crédits relatif au présent budget supplémentaire des dépenses, mais il est possible de les obtenir en ligne.

La pratique consiste à déposer un budget supplémentaire des dépenses pour chacune des trois périodes parlementaires d'octroi des crédits, lesquelles se terminent le 23 juin, le 10 décembre et le 26 mars, respectivement. Le présent budget supplémentaire des dépenses (A) 2014-2015 est le premier des trois budgets supplémentaires des dépenses qui sont prévus pour l'exercice en cours.

Sommaire du budget des dépenses

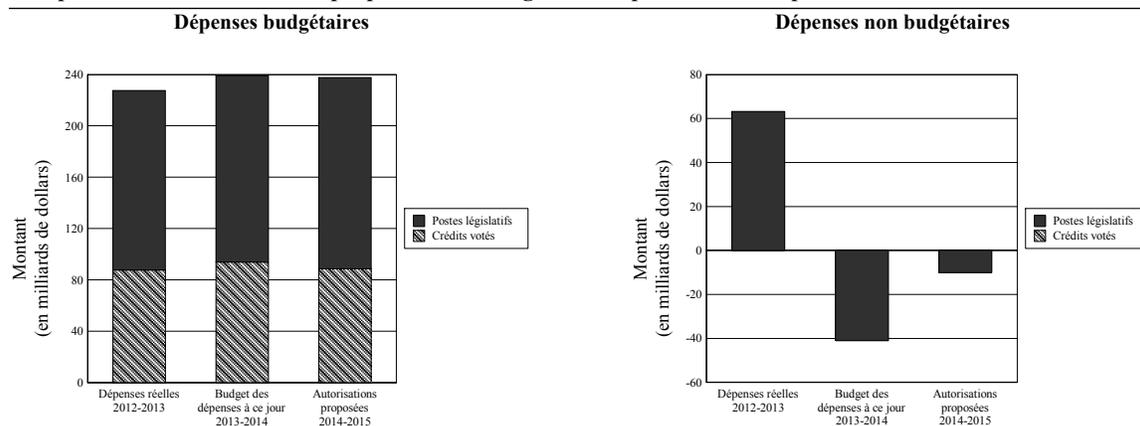
Budgets des dépenses à ce jour pour 2014-2015

Le Budget principal des dépenses 2014-2015, déposé le 27 février 2014, visait à obtenir l'autorisation du Parlement pour des crédits annuels afin de dépenser 86,3 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées et 26,7 millions de dollars en dépenses non budgétaires votées. Il présentait également des renseignements au sujet des montants législatifs de 149,1 milliards de dollars en dépenses budgétaires et de 10,1 milliards de dollars en recouvrements nets non budgétaires. La *Loi sur le crédit n° 1 pour 2014-2015* a reçu la sanction royale le 27 mars 2014 et a fourni des crédits provisoires aux organisations tributaires de crédits jusqu'à la fin juin 2014. Le président du Conseil du Trésor présentera un projet de loi pour l'obtention du solde du financement inscrit au budget principal des dépenses en juin.

Compte tenu des différences à l'égard des calendriers de préparation du budget principal des dépenses et du budget fédéral, il n'a pas été possible d'inclure les nouvelles mesures du budget fédéral de 2014 dans le Budget principal des dépenses 2014-2015. À la suite d'une annonce dans le budget fédéral, les organisations doivent préparer un plan détaillé des dépenses en vue d'obtenir l'approbation du Conseil du Trésor avant que les nouvelles dépenses soient présentées dans les budgets des dépenses. Comme le temps requis pour élaborer les plans varie selon l'initiative, les nouvelles mesures du budget fédéral ne seront pas toutes inscrites dans le même budget des dépenses. Le nombre de nouvelles initiatives du budget fédéral présentées dans le budget supplémentaire des dépenses (A) varie également d'une année à l'autre en fonction du calendrier de la présentation du budget fédéral. Les mesures annoncées dans le budget fédéral de 2014 sont précisées dans le présent budget supplémentaire des dépenses et seront indiquées dans les prochains budgets supplémentaires des dépenses.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2014-2015 fournit des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour attribuer des crédits budgétaires votés de 2,4 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 2,8 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses, et de 44,4 millions de dollars de dépenses non budgétaires (prêts, placements et avances). On peut obtenir de l'information en ligne sur l'augmentation de 11,4 millions de dollars des dépenses budgétaires législatives prévues.

Comparaison des autorisations proposées, des budgets des dépenses et des dépenses réelles



	Budget des dépenses 2014-2015				
	Dépenses réelles 2012-2013	Budget des dépenses à ce jour 2013-2014	Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	87 708 965 710	93 928 003 992	86 282 034 901	2 410 900 361	88 692 935 262
Postes législatifs	139 864 374 257	145 166 798 653	149 052 339 774	11 430 672	149 063 770 446
Total des dépenses budgétaires	227 573 339 967	239 094 802 645	235 334 374 675	2 422 331 033	237 756 705 708
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	43 726 408	71 103 004	26 703 003	44 400 000	71 103 003
Postes législatifs	63 145 970 775	(41 024 336 315)	(10 050 344 221)	.....	(10 050 344 221)
Total des dépenses non budgétaires	63 189 697 183	(40 953 233 311)	(10 023 641 218)	44 400 000	(9 979 241 218)

Nota :

1. Les dépenses budgétaires incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État.
2. Les dépenses non budgétaires (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.
3. Les crédits votés sont ceux qui doivent être autorisés par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits.
4. Les dépenses législatives sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes et dont les prévisions sont présentées à titre indicatif.

Principaux postes

La section qui suit présente, à l'appui de l'approbation par le Parlement, un aperçu des initiatives majeures, financées par des crédits votés, figurant dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Emploi et Développement social : 499,2 millions de dollars

Financement pour le Fonds canadien pour la création d'emplois, y compris pour la Subvention canadienne pour l'emploi (*Budget fédéral de 2013*)

L'objectif premier du Fonds canadien pour la création d'emplois est d'accroître la participation des Canadiens au marché du travail et de les aider à acquérir les compétences nécessaires pour trouver un emploi et le garder. Le Fonds canadien pour la création d'emplois comprend trois volets : la Subvention canadienne pour l'emploi; la formation parrainée par l'employeur; les services et les soutiens à l'emploi. Les entreprises ayant un plan pour former des Canadiens afin qu'ils puissent occuper un emploi existant ou trouver un meilleur emploi seront admissibles à la Subvention canadienne pour l'emploi, qui accorde jusqu'à 15 000 \$ pour la formation de chaque participant. Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux contribuent les deux tiers du montant, et l'employeur, le tiers. Le financement annuel dans les provinces et les territoires sera réparti à parts égales en fonction du nombre d'habitants, et un montant supplémentaire annuel de 500 000 \$ sera versé à chaque territoire.

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. : 253,7 millions de dollars

Fonds pour l'exploitation, l'entretien et la réparation des structures fédérales de Montréal (*Budget fédéral de 2014*)

Dans le budget fédéral de 2014, on prévoyait des fonds pour les travaux de réparation des ponts Jacques-Cartier et Champlain et des structures fédérales connexes. Ces fonds serviront à soutenir :

- les travaux de réparation urgents pour des fins de sécurité, qui ont commencé à l'automne 2013 sur les poutres de rive du pont Champlain. Ces travaux se poursuivront au cours des quatre prochaines années;
- la construction d'un pont-jetée temporaire pour remplacer le pont de l'Île-des-Sœurs. Cet ouvrage devrait entrer en service en mars 2015;
- les travaux de réparation du pont Jacques-Cartier et du pont Honoré-Mercier, de l'autoroute Bonaventure, du tronçon appartenant au gouvernement fédéral de l'autoroute 15, du tunnel de Melocheville et de l'ouvrage de protection contre les glaces du pont Champlain.

PPP Canada Inc. : 200,0 millions de dollars

Financement pour le fonctionnement de PPP Canada Inc. et pour l'affectation des montants provenant du Fonds PPP Canada (*Budget fédéral de 2013*)

Ce financement s'inscrit dans le cadre du renouvellement quinquennal de 1,25 milliard de dollars du Fonds PPP Canada, annoncé dans le budget fédéral de 2013. Les provinces, les municipalités, les territoires et les collectivités des Premières Nations peuvent demander l'aide de ce fonds pour des projets d'infrastructure sous forme de contributions remboursables ou non, de prêts ou de garanties de prêts, jusqu'à concurrence de 25 p. 100 des coûts admissibles. PPP Canada lancera son sixième appel de propositions de projets au début de 2014-2015.

Énergie atomique du Canada limitée : 195,0 millions de dollars

Fonds pour répondre aux besoins de fonctionnement afin de respecter l'engagement du gouvernement d'assurer l'approvisionnement en isotopes médicaux et de faciliter la transition des laboratoires nucléaires (*Budget fédéral de 2014*)

Ce financement permettra à Énergie atomique du Canada limitée d'assurer la poursuite d'activités sûres et stables aux laboratoires de Chalk River, d'offrir un approvisionnement garanti en isotopes médicaux et de préparer la transition prévue des laboratoires à un modèle d'organisme d'État exploité par un entrepreneur.

Ressources naturelles : 195,0 millions de dollars

Fonds pour la prolongation du Programme des responsabilités nucléaires héritées en vue de continuer de contrôler et de réduire les risques et les responsabilités aux sites d'Énergie atomique du Canada limitée

Ces fonds permettront de soutenir les projets et les activités de déclassement et de restauration de Ressources naturelles aux installations actuelles et aux anciennes installations d'Énergie atomique du Canada limitée. Le programme porte sur l'infrastructure et sur les bâtiments contaminés, sur les déchets accumulés et sur les terrains touchés par des activités de recherche et de développement remontant aux débuts de la médecine et des technologies nucléaires au Canada. Ses activités actuelles se concentrent sur la conception, la construction et l'exploitation d'installations visant à

assurer une gestion sûre et rentable des déchets nucléaires.

Bureau de l'infrastructure du Canada : 142,2 millions de dollars

Financement pour le Nouveau Fonds Chantiers Canada (*Budget fédéral de 2013*)

Le Nouveau Fonds Chantiers Canada, annoncé dans le budget fédéral de 2013, comporte deux volets : le volet Infrastructures nationales, ciblant des projets économiques d'importance nationale, et le volet Infrastructures provinciales-territoriales, pour les projets contribuant à la croissance économique, à l'assainissement de l'environnement et au renforcement des collectivités. Les catégories de projets admissibles dans le volet Infrastructures nationales ciblent les projets ayant le plus de retombées économiques, comme les autoroutes et les grandes routes, les transports en commun, l'infrastructure ferroviaire, les aéroports locaux et régionaux, de même que l'infrastructure portuaire. Le volet Infrastructures provinciales et territoriales finance des projets nationaux et régionaux, tandis que le Fonds des petites collectivités appuie des projets dans des collectivités de moins de 100 000 résidents.

Affaires indiennes et du Nord canadien : 136,3 millions de dollars

Fonds pour le renouvellement du plan d'action pour l'approvisionnement en eau potable et le traitement des eaux usées des Premières Nations (*Budget fédéral de 2014*)

Ces fonds serviront à appuyer les travaux de construction et de rénovation d'aqueducs et d'installations de traitement des eaux usées, le fonctionnement et l'entretien des installations, la formation des opérateurs, la surveillance de la qualité de l'eau potable et les activités connexes en santé publique dans les réserves.

Affaires étrangères, Commerce et Développement : 133,6 millions de dollars

Financement pour la consolidation du Haut-commissariat du Canada à Trafalgar Square, à Londres

Les fonds serviront à appuyer la consolidation des activités du Haut-commissariat du Canada à Trafalgar Square, à Londres, notamment les travaux de rénovation du nouveau Haut-commissariat et de la résidence officielle, ainsi que la prolongation du bail de la Maison du Canada. La vente de la maison Macdonald qui abrite actuellement les opérations du Haut-commissariat a été finalisée en mars 2014.

Affaires indiennes et du Nord canadien : 127,7 millions de dollars

Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites contaminés fédéraux

Le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux appuie les activités visant à réduire, et ultérieurement à éliminer, la responsabilité financière du gouvernement fédéral à l'égard des sites contaminés. Les fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses permettront d'appuyer l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites dont Affaires indiennes et du Nord canadien est responsable, notamment les mines Faro et Giant. La mine Faro est une ancienne mine à ciel ouvert de plomb et de zinc dans le Territoire du Yukon, avec quelque 55 millions de tonnes de résidus d'extraction et 350 millions de tonnes de débris rocheux, susceptibles d'entraîner du ruissellement acide et la libération de métaux lourds dans l'environnement aquatique. La mine Giant est une mine d'or abandonnée dans les Territoires du Nord-Ouest; elle renferme des niveaux élevés de contaminants, plus particulièrement du trioxyde de diarsenic, ce qui pose d'importants risques à court et à long terme pour la santé et la sécurité des personnes de même que pour la salubrité de l'environnement.

Bureau de l'infrastructure du Canada : 119,8 millions de dollars

Fonds pour la construction d'un nouveau pont pour le Saint-Laurent (*Budget fédéral de 2014*)

Le projet du corridor du Saint-Laurent prévoit la construction d'un nouveau pont reliant l'île de Montréal à la Rive-Sud, un nouveau pont de l'Île-des-Sœurs, ainsi que la reconstruction et l'élargissement du tronçon fédéral de l'autoroute 15. Les travaux de construction sont censés commencer à l'été 2015. Le nouveau pont enjambant le Saint-Laurent sera en service en 2018, et le reste des travaux dans le corridor seront terminés en 2020. Les fonds demandés dans le présent budget des dépenses appuieront l'acquisition des terrains et diverses activités connexes d'avancement du volet d'acquisition du projet sur un modèle de partenariat public-privé.

VIA Rail Canada Inc. : 101,6 millions de dollars

Fonds pour les besoins supplémentaires en matière de pensions

Ce financement permettra à VIA Rail Canada Inc. de verser des cotisations de retraite afin de régler le problème de solvabilité de ses régimes de retraite.

Sécurité publique et Protection civile : 95,0 millions de dollars

Aide financière à la province de Québec pour l'aider à assumer les coûts de décontamination engagés à la suite de l'explosion découlant du déraillement de train survenu à Lac-Mégantic, au Québec

Ces fonds serviront à rembourser à la province de Québec 50 p. 100 des coûts de nettoyage et de décontamination de l'environnement à la suite de la catastrophe de juillet 2013. Le nettoyage nécessite l'enlèvement et le traitement de plus

de 100 000 mètres cubes de sol contaminé, le nettoyage de l'eau et des rives du lac et de la rivière Chaudière, de même que la remise en état du réseau d'égout municipal, qui avait été saturé de pétrole.

Principales variations nettes des crédits dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	Numéro de crédit et description	Montant (dollars)	Augmentation ou diminution en tant que pourcentage des autorisations proposées à ce jour
Emploi et Développement social	Crédit 5a – Subventions et contributions	475 235 798	27,9
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	Crédit 1a – Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	253 652 000	63,4
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10a – Subventions et contributions	209 312 269	3,0
PPP Canada Inc.	Crédit 3a – Paiements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds PPP Canada	197 700 000	Ce montant représente le montant total pour 2014-2015
Ressources naturelles	Crédit 1a – Dépenses de fonctionnement	195 000 000	23,1
Énergie atomique du Canada limitée	Crédit 1a – Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	195 000 000	65,6
Bureau de l'infrastructure du Canada	Crédit 5a – Contributions	142 200 000	9,6
Affaires étrangères, Commerce et Développement	Crédit 5a – Dépenses en capital	133 617 958	47,9
VIA Rail Canada Inc.	Crédit 1a – Paiements à VIA Rail Canada Inc.	101 600 000	35,7
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 5a – Subventions et contributions	95 000 000	8,7

Modifications apportées à la structure gouvernementale indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Aux termes des dispositions de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, le gouvernement a annoncé les modifications suivantes, qui sont présentées dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

- Les décrets C.P. 2012-1350 et C.P. 2012-1352 ont une incidence sur l'Autorité du pont Windsor-Détroit.
- Les décrets C.P. 2014-142 et C.P. 2014-146 ont une incidence sur Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.
- Le décret C.P. 2014-144 a une incidence sur le Bureau de l'infrastructure du Canada.

Modifications apportées aux crédits votés et aux postes législatifs indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les modifications aux autorisations, effectuées par l'entremise du présent budget supplémentaire des dépenses, comprennent les crédits votés et les postes législatifs qui renferment des autorisations distinctes qui diffèrent de celles incluses dans le Budget principal des dépenses 2014-2015 ainsi que les nouvelles autorisations de dépenser. Le libellé des nouveaux crédits est indiqué dans le tableau intitulé « Annexe – Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédit » situé à la fin de cette publication. Conformément aux décisions rendues par le président de la Chambre des communes en 1981, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les seules mesures législatives qui seront édictées dans le cadre du budget des dépenses, sauf dans les cas expressément autorisés par voie de législation, seront des modifications aux lois de crédits précédentes.

Les organisations suivantes demandent de nouveaux crédits votés :

- Affaires indiennes et du Nord canadien (crédit L21a)
- Autorité du pont Windsor-Détroit (crédit 3a)
- Bureau de l'infrastructure du Canada (crédit 3a)
- PPP Canada Inc. (crédit 3a)

Le libellé (souligné) des crédits suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le Budget principal des dépenses 2014-2015 :

Il n'y a aucune modification au libellé des crédits.

De nouvelles autorisations législatives ont été inscrites dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

Il n'y a aucune nouvelle autorisation législative inscrite.

Le libellé (souligné) des postes législatifs suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le Budget principal des dépenses 2014-2015 :

Il n'y a aucune modification au libellé des postes législatifs.

Budget des dépenses par organisation

Au total, 135 organisations sont présentées dans le budget des dépenses 2014-2015. De ces organisations, 16 ont identifié des besoins additionnels dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2012-2013	Budget des dépenses à ce jour 2013-2014	Budget des dépenses 2014-2015		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour <i>(dollars)</i>	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire					
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	513 369 000	598 286 200	591 626 313	.....	591 626 313
Administration du pipe-line du Nord	1 920 142	3 123 930	750 000	.....	750 000
Affaires étrangères, Commerce et Développement	2 394 879 111	2 630 065 344	5 349 525 157	134 040 781	5 483 565 938
Affaires indiennes et du Nord canadien	8 095 142 342	8 675 285 390	8 053 975 405	316 301 660	8 370 277 065
Agence canadienne d'inspection des aliments	782 055 725	725 341 196	619 327 735	.....	619 327 735
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	1 483 542	.....	.....	.....	.....
Agence canadienne de développement économique du Nord	52 388 610	53 442 608	30 945 766	19 881 215	50 826 981
Agence canadienne de développement international	3 409 557 434	3 159 329 240	.....	.....	.....
Agence canadienne d'évaluation environnementale	27 948 825	31 006 012	30 964 106	.....	30 964 106
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	296 429 346	305 734 765	247 840 617	.....	247 840 617
Agence de la santé publique du Canada	619 656 229	612 546 137	614 696 685	.....	614 696 685
Agence de promotion économique du Canada atlantique	315 661 947	310 680 951	288 486 384	.....	288 486 384
Agence des services frontaliers du Canada	1 707 356 008	1 732 329 044	1 736 391 109	.....	1 736 391 109
Agence du revenu du Canada	4 318 468 143	4 018 152 726	3 861 256 109	.....	3 861 256 109
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	241 720 967	242 644 766	206 764 115	.....	206 764 115
Agence Parcs Canada	630 547 591	629 929 875	612 465 134	.....	612 465 134
Agence spatiale canadienne	320 245 415	488 680 928	462 447 174	.....	462 447 174
Agriculture et Agroalimentaire	2 681 559 075	2 466 771 107	2 253 196 812	.....	2 253 196 812
Anciens Combattants	3 486 227 841	3 658 192 549	3 576 978 766	.....	3 576 978 766
Autorité du pont Windsor-Détroit	.....	.....	.....	5 661 030	5 661 030

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2012-2013	Budget des dépenses à ce jour 2013-2014	Budget des dépenses 2014-2015		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour <i>(dollars)</i>	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Bibliothèque du Parlement	44 427 951	42 949 558	41 970 007	.....	41 970 007
Bibliothèque et Archives du Canada	118 923 232	99 041 196	95 864 788	.....	95 864 788
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	31 656 277	30 509 431	29 042 391	.....	29 042 391
Bureau de l'enquêteur correctionnel	4 576 386	4 676 785	4 659 652	.....	4 659 652
Bureau de l'infrastructure du Canada	3 752 656 392	4 149 167 829	3 321 597 771	312 704 308	3 634 302 079
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	29 728 186	31 425 518	29 607 730	.....	29 607 730
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	2 285 719	2 112 886	2 024 288	.....	2 024 288
Bureau du directeur des poursuites pénales	163 366 823	166 206 461	167 815 874	.....	167 815 874
Bureau du surintendant des institutions financières	(312 736)	909 369	142 763 529	.....	142 763 529
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	5 457 315	4 971 152	5 059 041	.....	5 059 041
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	53 993 571	51 402 907	49 189 312	.....	49 189 312
Centre de la sécurité des télécommunications	414 494 557	443 746 558	829 131 918	.....	829 131 918
Centre de recherches pour le développement international	156 223 043	225 631 734	188 019 646	.....	188 019 646
Chambre des communes	429 936 971	444 998 301	413 725 137	5 048 736	418 773 873
Citoyenneté et Immigration	1 523 325 468	1 640 588 995	1 385 441 063	.....	1 385 441 063
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	2 901 273	2 766 304	2 786 799	.....	2 786 799
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1 595 595	1 644 413	961 418	.....	961 418
Comité externe d'examen des griefs militaires	5 850 236	6 695 009	6 730 577	.....	6 730 577
Commissaire à la magistrature fédérale	485 102 600	498 375 214	511 708 846	.....	511 708 846
Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 542 996	5 674 899	5 426 234	.....	5 426 234
Commissariat au lobbying	4 745 314	4 423 541	4 432 300	.....	4 432 300
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	6 453 449	7 035 401	6 938 405	.....	6 938 405
Commissariat aux langues officielles	21 134 016	23 871 668	20 776 952	.....	20 776 952

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2012-2013	Budget des dépenses à ce jour 2013-2014	Budget des dépenses 2014-2015		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour <i>(dollars)</i>	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	37 831 536	43 629 683	35 521 413	.....	35 521 413
Commission canadienne de sûreté nucléaire	139 699 154	135 737 179	131 637 295	.....	131 637 295
Commission canadienne des affaires polaires	1 317 735	2 576 669	2 576 360	.....	2 576 360
Commission canadienne des droits de la personne	24 383 176	22 461 289	22 099 726	.....	22 099 726
Commission canadienne des grains	37 134 246	37 568 653	16 383 894	.....	16 383 894
Commission canadienne du lait	4 086 096	3 985 810	3 610 936	.....	3 610 936
Commission canadienne du tourisme	71 495 802	57 832 802	57 972 388	.....	57 972 388
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	5 301 489	10 920 967	5 618 520	.....	5 618 520
Commission de la capitale nationale	108 833 873	116 457 834	88 366 659	.....	88 366 659
Commission de la fonction publique	95 730 066	90 453 595	83 693 487	.....	83 693 487
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	134 258 443	122 919 932	121 060 649	.....	121 060 649
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	11 818 315	9 748 946	2 069 718	3 521 303	5 591 021
Commission des champs de bataille nationaux	9 623 141	9 248 323	14 151 109	.....	14 151 109
Commission des libérations conditionnelles du Canada	46 511 790	48 679 516	47 128 994	.....	47 128 994
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	8 011 001	10 145 960	10 010 382	.....	10 010 382
Commission des relations de travail dans la fonction publique	13 634 340	13 774 423	13 745 412	.....	13 745 412
Commission du droit d'auteur	2 508 985	3 127 995	3 116 312	.....	3 116 312
Commission mixte internationale (section canadienne)	6 507 498	6 741 805	6 746 957	.....	6 746 957
Conseil canadien des normes	10 318 993	9 729 000	11 729 000	.....	11 729 000
Conseil canadien des relations industrielles	12 786 116	13 553 965	13 363 956	.....	13 363 956

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2012-2013	Budget des dépenses à ce jour 2013-2014	Budget des dépenses 2014-2015		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	4 885 371	3 732 855	.....	.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	14 733 761	11 206 859	10 586 699	.....	10 586 699
Conseil de recherches en sciences humaines	696 432 583	696 015 689	691 750 165	.....	691 750 165
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 075 981 272	1 068 005 966	1 063 174 249	.....	1 063 174 249
Conseil des Arts du Canada	181 367 816	181 437 817	182 092 916	.....	182 092 916
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	8 056 803	10 944 073	10 927 030	.....	10 927 030
Conseil national de recherches du Canada	804 804 912	889 100 440	896 432 878	25 000 000	921 432 878
Conseil privé	130 232 441	126 967 871	118 806 989	.....	118 806 989
Conseiller sénatorial en éthique	649 631	934 294	1 166 750	.....	1 166 750
Corporation commerciale canadienne	15 481 540	15 481 540	15 654 204	.....	15 654 204
Cour suprême du Canada	31 219 818	30 774 824	31 389 794	.....	31 389 794
Défense nationale	19 978 190 131	18 679 276 405	18 661 554 387	.....	18 661 554 387
Directeur général des élections	119 580 193	115 854 117	97 110 432	.....	97 110 432
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	183 718 483	192 374 182	158 907 952	.....	158 907 952
École de la fonction publique du Canada	97 265 227	98 464 321	85 490 028	.....	85 490 028
Emploi et Développement social	48 434 964 624	50 593 566 774	51 670 772 727	485 000 000	52 155 772 727
Énergie atomique du Canada limitée	551 843 000	486 982 537	102 143 000	195 000 000	297 143 000
Environnement	989 655 462	978 101 322	932 167 330	.....	932 167 330
Finances	83 640 601 446	86 942 591 829	87 615 730 739	.....	87 615 730 739
Gendarmerie royale du Canada	3 124 399 359	2 764 963 952	2 625 976 343	.....	2 625 976 343
Gouverneur général	20 828 891	20 047 931	19 987 719	.....	19 987 719
Greffe du Tribunal de la concurrence	1 736 812	2 331 323	2 345 306	.....	2 345 306
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	1 659 741	1 834 375	1 845 622	.....	1 845 622
Greffe du Tribunal des revendications particulières	2 137 613	2 858 806	2 897 525	.....	2 897 525
Industrie	1 357 582 718	1 290 937 539	1 077 743 513	.....	1 077 743 513

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2012-2013	Budget des dépenses à ce jour 2013-2014	Budget des dépenses 2014-2015		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour <i>(dollars)</i>	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Institut de la statistique des Premières nations	2 028 410	.....	.....	.....	.....
Instituts de recherche en santé du Canada	997 052 742	997 506 549	984 951 962	.....	984 951 962
Justice	733 982 848	672 180 746	630 587 874	.....	630 587 874
La Société des ponts fédéraux Limitée	18 185 400	14 338 293	21 040 000	.....	21 040 000
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	109 054 244	274 566 409	146 168 159	253 652 000	399 820 159
Marine Atlantique S.C.C.	184 876 000	154 430 000	127 484 000	.....	127 484 000
Musée canadien de l'histoire	64 364 831	58 918 730	63 430 033	.....	63 430 033
Musée canadien de la nature	34 370 062	25 834 904	26 127 096	.....	26 127 096
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	9 976 473	18 450 000	9 900 000	.....	9 900 000
Musée canadien des droits de la personne	56 935 796	31 700 000	21 700 000	.....	21 700 000
Musée des beaux-arts du Canada	48 830 762	43 426 120	43 770 723	.....	43 770 723
Musée national des sciences et de la technologie	31 517 304	26 491 340	26 862 194	.....	26 862 194
Office des transports du Canada	28 700 844	27 660 522	27 650 622	.....	27 650 622
Office national de l'énergie	69 545 641	74 816 291	71 316 050	.....	71 316 050
Office national du film	68 751 861	62 890 037	59 912 241	.....	59 912 241
Patrimoine canadien	1 247 427 555	1 321 559 229	1 390 049 987	.....	1 390 049 987
Pêches et Océans	1 777 105 244	1 788 860 917	1 605 310 848	.....	1 605 310 848
PPP Canada Inc.	287 450 000	265 200 000	9 500 000	200 000 000	209 500 000
Ressources naturelles	1 966 810 964	2 780 935 421	2 534 650 611	195 000 000	2 729 650 611
Santé	3 821 158 086	3 694 369 005	3 657 312 088	.....	3 657 312 088
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5 155 480	6 035 504	5 957 163	.....	5 957 163
Secrétariat du Conseil du Trésor	2 762 026 013	7 508 518 714	7 364 924 114	74 920 000	7 439 844 114
Sécurité publique et Protection civile	584 273 778	1 364 058 230	1 122 768 356	95 000 000	1 217 768 356
Sénat	88 881 788	92 517 029	91 485 177	.....	91 485 177
Service administratif des tribunaux judiciaires	65 584 207	68 490 773	68 044 743	.....	68 044 743
Service canadien du renseignement de sécurité	496 420 949	516 966 806	516 236 757	.....	516 236 757
Service correctionnel du Canada	2 642 999 211	2 602 274 955	2 334 682 392	.....	2 334 682 392
Services partagés Canada	1 381 149 095	1 601 607 647	1 473 323 577	.....	1 473 323 577
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 086 397 954	2 100 578 000	2 097 353 000	.....	2 097 353 000

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2012-2013	Budget des dépenses à ce jour 2013-2014	Budget des dépenses 2014-2015		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour <i>(dollars)</i>	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Société canadienne des postes	22 210 000	22 210 000	22 210 000	.....	22 210 000
Société d'expansion du Cap-Breton	60 667 000	52 848 000	49 536 000	.....	49 536 000
Société du Centre national des Arts	35 601 174	34 121 175	34 219 186	.....	34 219 186
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	24 472 000	24 472 000	.....	.....	.....
Société Radio-Canada	1 106 519 060	1 064 769 060	1 038 018 212	.....	1 038 018 212
Statistique Canada	519 891 309	442 243 678	379 555 524	.....	379 555 524
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	5 443 398	.....	.....	.....	.....
Téléfilm Canada	102 968 394	99 622 354	95 363 072	.....	95 363 072
Transports	1 332 478 169	1 537 388 434	1 655 682 494	.....	1 655 682 494
Travaux publics et Services gouvernementaux	2 737 533 257	2 860 944 387	2 664 123 913	.....	2 664 123 913
Tribunal canadien des droits de la personne	4 219 609	4 521 383	4 532 525	.....	4 532 525
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1 513 390	.....	.....	.....	.....
Tribunal canadien du commerce extérieur	11 501 327	9 893 541	9 476 739	.....	9 476 739
Tribunal d'appel des transports du Canada	1 584 918	1 419 871	1 416 074	.....	1 416 074
Tribunal de la dotation de la fonction publique	5 108 807	5 443 445	5 481 116	.....	5 481 116
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	11 963 471	11 556 729	10 887 938	.....	10 887 938
Vérificateur général	88 209 772	84 333 533	77 741 830	.....	77 741 830
VIA Rail Canada Inc.	419 958 000	439 383 000	183 061 756	101 600 000	284 661 756
Total budgétaire	227 573 339 967	239 094 802 645	235 334 374 675	2 422 331 033	237 756 705 708
Non budgétaire					
Affaires étrangères, Commerce et Développement	(2 945 824)	1	50 082 306	.....	50 082 306
Affaires indiennes et du Nord canadien	43 894 658	70 303 000	25 903 000	44 400 000	70 303 000
Agence canadienne de développement international	93 401 393	81 595 260	.....	.....	.....
Anciens Combattants	208	.....	.....	.....	.....
Citoyenneté et Immigration	(979 983)	.....	.....	.....	.....
Commission canadienne du lait	69 215 982	.....	.....	.....	.....
Défense nationale	600 814	.....	.....	.....	.....

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2012-2013	Budget des dépenses à ce jour 2013-2014	Budget des dépenses 2014-2015		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour <i>(dollars)</i>	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Emploi et Développement social	980 677 937	760 632 426	779 981 475	.....	779 981 475
Finances	65 474 622 297	2	1	.....	1
Industrie	.....	800 000	800 000	.....	800 000
Service correctionnel du Canada	145	.....	.....	.....	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	(3 471 553 310)	(41 866 564 000)	(10 880 408 000)	.....	(10 880 408 000)
Travaux publics et Services gouvernementaux	2 762 866	.....	.....	.....	.....
Total non budgétaire	63 189 697 183	(40 953 233 311)	(10 023 641 218)	44 400 000	(9 979 241 218)

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (A) 2014-2015

Détails par organisation

Affaires étrangères, Commerce et Développement	1
Affaires indiennes et du Nord canadien	3
Agence canadienne de développement économique du Nord	6
Autorité du pont Windsor-Détroit	7
Bureau de l'infrastructure du Canada	8
Chambre des communes	9
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	10
Conseil national de recherches du Canada	11
Emploi et Développement social	12
Énergie atomique du Canada limitée	14
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	15
PPP Canada Inc.	16
Ressources naturelles	17
Secrétariat du Conseil du Trésor	18
Sécurité publique et Protection civile	19
VIA Rail Canada Inc.	20

Affaires étrangères, Commerce et Développement

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1	Dépenses de fonctionnement	1 379 893 098	.....	1 379 893 098
5a	Dépenses en capital	145 274 489	.....	278 892 447
10	Subventions et contributions	3 431 944 508	.....	3 431 944 508
15	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions	50 779 000	.....	50 779 000
Total des crédits		5 007 891 095	..... 133 617 958	5 141 509 053
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>341 634 062</i>	<i>..... 422 823</i>	<i>342 056 885</i>
Total des dépenses budgétaires		5 349 525 157	..... 134 040 781	5 483 565 938
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L20	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Émission et paiement de billets à vue	1	.....	1
L25	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital	1	.....	1
Total des crédits		2	.....	2
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>50 082 304</i>	<i>.....</i>	<i>50 082 304</i>
Total des dépenses non budgétaires		50 082 306	.....	50 082 306

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la consolidation du Haut-commissariat du Canada à Trafalgar Square, à Londres	Crédit 5a	133 617 958
--	-----------	--------------------

Total des crédits à adopter		133 617 958
------------------------------------	--	--------------------

Explication du besoin (dollars)

*Total des crédits législatifs**422 823***Total des dépenses budgétaires**

134 040 781

Affaires indiennes et du Nord canadien

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
<i>(dollars)</i>					
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1a	Dépenses de fonctionnement	1 215 376 476	(6 120 360)	99 969 074	1 309 225 190
5a	Dépenses en capital	5 695 536	10 600 000	1	16 295 537
10a	Subventions et contributions	6 654 152 734	(8 000 942)	217 313 211	6 863 465 003
Total des crédits		7 875 224 746	(3 521 302)	317 282 286	8 188 985 730
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>178 750 659</i>	<i>.....</i>	<i>2 540 676</i>	<i>181 291 335</i>
Total des dépenses budgétaires		8 053 975 405	(3 521 302)	319 822 962	8 370 277 065
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L15a	Prêts à des revendicateurs autochtones	25 903 000	.....	14 000 000	39 903 000
L21a	Prêts aux Premières Nations de la Colombie-Britannique	.....	.....	30 400 000	30 400 000
Total des dépenses non budgétaires		25 903 000	.....	44 400 000	70 303 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le renouvellement du plan d'action pour l'approvisionnement en eau potable et le traitement des eaux usées des Premières Nations (<i>Budget fédéral de 2014</i>)	Crédit 1a	7 907 354
	Crédit 10a	128 408 477
Total		136 315 831
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites contaminés fédéraux	Crédit 1a	71 061 737
	Crédit 10a	56 618 909
Total		127 680 646
Fonds pour les négociations de revendications globales et l'autonomie gouvernementale partout au Canada	Crédit 1a	20 032 033
	Crédit 10a	22 680 000
Total		42 712 033
Fonds pour l'élargissement du Régime de gestion des terres des Premières Nations (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 1a	967 950
	Crédit 10a	5 005 825
Total		5 973 775
Fonds afin de respecter les obligations du Canada en vertu de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest	Crédit 10a	4 600 000

Explication du besoin (dollars)

Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 5a	1
Total des crédits à adopter		317 282 286
<i>Total des crédits législatifs</i>		<i>2 540 676</i>
Transferts		
<i>Transferts à l'interne</i>		
Réaffectation des ressources allouées des contributions (1 540 000 \$) aux subventions afin de respecter les obligations du Canada en vertu de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest	Crédit 10a	.....
Réaffectation des ressources allouées à la Subvention pour le financement du soutien des bandes (365 548 \$) et à des contributions (8 355 810 \$) aux Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale	Crédit 10a	.....
Réaffectation des ressources allouées pour la construction, l'aménagement et l'équipement liés à la Station de recherche du Canada dans l'Extrême-Arctique	Crédit 5a	10 600 000
	Crédit 10a	(10 600 000)
Total		.....
Réaffectation des ressources allouées afin de respecter les obligations du Canada en vertu de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest	Crédit 1a	(2 599 058)
	Crédit 10a	2 599 058
Total		.....
<i>Transferts à d'autres organisations</i>		
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien à la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens pour couvrir les dépenses liées à la préparation et la production du rapport final de vérité et de réconciliation	Crédit 1a	(975 000)
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien à la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens afin de fournir les besoins de fonctionnement	Crédit 1a	(2 546 302)
Total des transferts		(3 521 302)
Total des dépenses budgétaires		316 301 660
Dépenses non budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds pour les négociations de revendications globales et l'autonomie gouvernementale partout au Canada	Crédit L15a	14 000 000
	Crédit L21a	30 400 000
Total		44 400 000
Total des crédits à adopter		44 400 000
Total des dépenses non budgétaires		44 400 000

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour l'évolution politique des territoires, particulièrement en ce qui concerne le transfert des responsabilités	.....	8 739 058	8 739 058
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale	407 791 749	8 721 358	416 513 107
Contributions			
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	1 069 789 156	122 873 230	1 192 662 386
Paiements de transfert au gouvernement du Yukon pour la préservation et l'entretien, l'assainissement et la gestion de la fermeture des sites contaminés au Yukon	.....	48 464 494	48 464 494
Contributions pour appuyer la négociation et la mise en œuvre d'ententes ou d'initiatives de traités, de revendications et d'autonomie gouvernementale	236 519 817	22 680 000	259 199 817
Contributions versées aux Premières Nations pour la gestion de sites contaminés	3 971 327	7 623 646	11 594 973
Contributions pour appuyer la gestion des terres et le développement économique	172 276 708	4 891 993	177 168 701

Agence canadienne de développement économique du Nord

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	11 231 366	2 698 469	13 929 835
5a	Contributions	18 641 803	17 000 000	35 641 803
Total des crédits		29 873 169	19 698 469	49 571 638
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>1 072 597</i>	<i>182 746</i>	<i>1 255 343</i>
Total des dépenses budgétaires		30 945 766	19 881 215	50 826 981

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le programme Investissements stratégiques dans le développement économique du Nord, qui favorise le développement économique dans les territoires du Canada (<i>Budget fédéral du 2014</i>)	Crédit 1a	2 698 469
	Crédit 5a	17 000 000

Total **19 698 469**

Total des crédits à adopter 19 698 469

Total des crédits législatifs 182 746

Total des dépenses budgétaires 19 881 215

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
<i>(dollars)</i>			
Contributions			
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	1 237 000	17 000 000	18 237 000

Autorité du pont Windsor-Détroit

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
3a	Paiements à l'Autorité du pont Windsor-Détroit	.....	5 661 030	5 661 030
Total des dépenses budgétaires		.....	5 661 030	5 661 030

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les activités initiales (<i>Budget fédéral de 2014</i>)	Crédit 3a	5 661 030
Total des crédits à adopter		5 661 030
Total des dépenses budgétaires		5 661 030

Bureau de l'infrastructure du Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	2 050 758	71 101 228	73 151 986
3a	Dépenses en capital	.....	93 170 000	93 170 000
5a	Contributions	1 345 967 616	142 200 000	1 488 167 616
Total des crédits		1 348 018 374	306 471 228	1 654 489 602
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>1 973 579 397</i>	<i>6 233 080</i>	<i>1 979 812 477</i>
Total des dépenses budgétaires		3 321 597 771	312 704 308	3 634 302 079

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement pour le Nouveau Fonds Chantiers Canada (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 5a	142 200 000
Fonds pour la construction d'un nouveau pont pour le Saint-Laurent (<i>Budget fédéral de 2014</i>)(<i>Ce poste a été financé à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor – Éventualités du gouvernement.</i>)	Crédit 1a	26 642 666
	Crédit 3a	93 170 000
Total		119 812 666
Fonds pour les besoins de fonctionnement (<i>Ce poste a été financé à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor – Éventualités du gouvernement.</i>)	Crédit 1a	44 458 562
Total des crédits à adopter		306 471 228
Total des crédits législatifs		6 233 080
Total des dépenses budgétaires		312 704 308

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
<i>(dollars)</i>			
Contributions			
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Projets nationaux et régionaux	114 480 000	114 480 000
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures nationales	15 000 000	15 000 000
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Fonds des petites collectivités	12 720 000	12 720 000

Chambre des communes

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du Programme	270 118 849	.....	3 796 611	273 915 460
Total des crédits	270 118 849	.....	3 796 611	273 915 460
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>143 606 288</i>	<i>.....</i>	<i>1 252 125</i>	<i>144 858 413</i>
Total des dépenses budgétaires	413 725 137	.....	5 048 736	418 773 873

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la vision et au plan à long terme	Crédit 1a	3 729 486
Fonds pour les augmentations de salaires	Crédit 1a	67 125
Total des crédits à adopter		3 796 611
<i>Total des crédits législatifs</i>		<i>1 252 125</i>
Total des dépenses budgétaires		5 048 736

Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du Programme	2 062 393	3 521 302	1	5 583 696
Total des crédits	2 062 393	3 521 302	1	5 583 696
<i>Total des postes législatifs</i>	7 325	.....	.....	7 325
Total des dépenses budgétaires	2 069 718	3 521 302	1	5 591 021

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 1a	<u>1</u>
--	-----------	----------

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien à la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens afin de fournir les besoins de fonctionnement	Crédit 1a	2 546 302
--	-----------	------------------

Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien à la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens pour couvrir les dépenses liées à la préparation et la production du rapport final de vérité et de réconciliation	Crédit 1a	975 000
--	-----------	----------------

Total des transferts

3 521 302

Total des dépenses budgétaires

3 521 303

Conseil national de recherches du Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1	Dépenses de fonctionnement	374 598 983	.....	374 598 983
5	Dépenses en capital	30 742 000	.....	30 742 000
10a	Subventions et contributions	249 891 385	15 000 000	10 000 000
Total des crédits		655 232 368	15 000 000	10 000 000
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>241 200 510</i>	<i>.....</i>	<i>241 200 510</i>
Total des dépenses budgétaires		896 432 878	15 000 000	10 000 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises aux services aux entreprises et aux services techniques afin de permettre une commercialisation plus efficace de leurs produits et services (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 10a	10 000 000
--	------------	-------------------

Total des crédits à adopter

10 000 000

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert d'Emploi et Développement social au Conseil national de recherches du Canada pour la Stratégie emploi jeunesse	Crédit 10a	15 000 000
--	------------	-------------------

Total des transferts

15 000 000

Total des dépenses budgétaires

25 000 000

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions à la Stratégie emploi jeunesse	5 000 000	15 000 000	20 000 000
Contributions en vertu du Programme d'accès à l'innovation pour les entreprises	.....	10 000 000	10 000 000

Emploi et Développement social

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	571 067 134	8 964 980	580 032 114
5a	Subventions et contributions	1 227 675 995	(15 000 000)	1 702 911 793
Total des crédits		1 798 743 129	(15 000 000)	2 282 943 907
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>49 872 029 598</i>	<i>799 222</i>	<i>49 872 828 820</i>
Total des dépenses budgétaires		51 670 772 727	(15 000 000)	52 155 772 727
Dépenses non budgétaires				
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>779 981 475</i>	<i>.....</i>	<i>779 981 475</i>
Total des dépenses non budgétaires		779 981 475	.....	779 981 475

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement pour le Fonds canadien pour la création d'emplois, y compris la Subvention canadienne pour l'emploi (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 1a	8 964 980
	Crédit 5a	490 235 798
Total		499 200 778

Total des crédits à adopter

499 200 778

Total des crédits législatifs

799 222

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert d'Emploi et Développement social au Conseil national de recherches du Canada pour la Stratégie emploi jeunesse	Crédit 5a	(15 000 000)
--	-----------	---------------------

Total des transferts

(15 000 000)

Total des dépenses budgétaires

485 000 000

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention canadienne pour l'emploi	57 652 203	57 652 203
Autres paiement de transfert			
Paiements aux provinces et aux territoires pour la prestation de programmes et de services d'emploi dans le cadre du Fonds canadien pour la création d'emplois et dans le cadre des Ententes sur le marché du travail	432 583 595	432 583 595

Énergie atomique du Canada limitée

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	102 143 000	.....	195 000 000	297 143 000
Total des dépenses budgétaires	102 143 000	.....	195 000 000	297 143 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour répondre aux besoins de fonctionnement afin de respecter l'engagement du gouvernement d'assurer l'approvisionnement en isotopes médicaux et de faciliter la transition des laboratoires nucléaires (*Budget fédéral de 2014*)

Crédit 1a **195 000 000**

Total des crédits à adopter

195 000 000

Total des dépenses budgétaires

195 000 000

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	146 168 159	.....	253 652 000	399 820 159
Total des dépenses budgétaires	146 168 159	.....	253 652 000	399 820 159

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'exploitation, l'entretien et la réparation des structures fédérales de Montréal (<i>Budget fédéral de 2014</i>)	Crédit 1a	253 652 000
Total des crédits à adopter		253 652 000
Total des dépenses budgétaires		253 652 000

PPP Canada Inc.**Sommaire de l'organisation**

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Paiements à PPP Canada Inc. pour le fonctionnement et l'exécution des programmes	9 500 000	..... 2 300 000	11 800 000
3a	Paiements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds PPP Canada	.....	..... 197 700 000	197 700 000
Total des dépenses budgétaires		9 500 000	..... 200 000 000	209 500 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Financement pour le fonctionnement de PPP Canada Inc. et pour l'affectation de montants provenant du Fonds PPP Canada (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 1a	2 300 000
	Crédit 3a	197 700 000
Total		200 000 000

Total des crédits à adopter**200 000 000****Total des dépenses budgétaires****200 000 000**

Ressources naturelles

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	649 823 365	..... 195 000 000	844 823 365
5	Dépenses en capital	12 777 080	.....	12 777 080
10	Subventions et contributions	444 039 000	.....	444 039 000
Total des crédits		1 106 639 445	..... 195 000 000	1 301 639 445
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>1 428 011 166</i>	<i>.....</i>	<i>1 428 011 166</i>
Total des dépenses budgétaires		2 534 650 611	..... 195 000 000	2 729 650 611

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la prolongation du Programme des responsabilités nucléaires héritées en vue de continuer de contrôler et de réduire les risques et les responsabilités aux sites d'Énergie atomique du Canada limitée	Crédit 1a	195 000 000
--	-----------	--------------------

Total des crédits à adopter	195 000 000
------------------------------------	--------------------

Total des dépenses budgétaires	195 000 000
---------------------------------------	--------------------

Secrétariat du Conseil du Trésor

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses du Programme	231 214 433	74 920 000	306 134 433
5	Éventualités du gouvernement	750 000 000		750 000 000
10	Initiatives pangouvernementales	3 193 000		3 193 000
20	Assurances de la fonction publique	2 260 002 208		2 260 002 208
25	Report du budget de fonctionnement	1 600 000 000		1 600 000 000
30	Besoins en matière de rémunération	1 450 000 000		1 450 000 000
33	Report du budget des dépenses en capital	600 000 000		600 000 000
Total des crédits		6 894 409 641	74 920 000	6 969 329 641
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>470 514 473</i>	<i></i>	<i>470 514 473</i>
Total des dépenses budgétaires		7 364 924 114	74 920 000	7 439 844 114

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour un règlement extrajudiciaire	Crédit 1a	74 920 000
Total des crédits à adopter		74 920 000
Total des dépenses budgétaires		74 920 000

Sécurité publique et Protection civile

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1	Dépenses de fonctionnement	115 159 335	.....	115 159 335
5a	Subventions et contributions	993 008 766	..... 95 000 000	1 088 008 766
Total des crédits		1 108 168 101	..... 95 000 000	1 203 168 101
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>14 600 255</i>	<i>.....</i>	<i>14 600 255</i>
Total des dépenses budgétaires		1 122 768 356	..... 95 000 000	1 217 768 356

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Aide financière à la province de Québec pour l'aider à assumer les coûts de décontamination engagés à la suite de l'explosion découlant du déraillement de train survenu à Lac-Mégantic, au Québec	Crédit 5a	95 000 000
--	-----------	-------------------

Total des crédits à adopter		95 000 000
------------------------------------	--	-------------------

Total des dépenses budgétaires		95 000 000
---------------------------------------	--	-------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
<i>(dollars)</i>			
Contributions			
Aide financière à la province de Québec pour l'aider à assumer les coûts d'intervention et de rétablissement engagés à la suite de l'explosion découlant du déraillement de train survenu à Lac-Mégantic, au Québec	95 000 000	95 000 000

VIA Rail Canada Inc.**Sommaire de l'organisation**

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à VIA Rail Canada Inc.	183 061 756	.....	101 600 000	284 661 756
Total des dépenses budgétaires	183 061 756	.....	101 600 000	284 661 756

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour les besoins supplémentaires en matière de pensions	Crédit 1a	101 600 000
Total des crédits à adopter		101 600 000
Total des dépenses budgétaires		101 600 000

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2014-2015

Annexe

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au
projet de loi de crédits

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits
 (pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT		
5a	Affaires étrangères, Commerce et Développement – Dépenses en capital		133 617 958
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
1a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement et : <i>a) conformément au paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice;</i> <i>b) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;</i> <i>c) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;</i> <i>d) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil;</i> <i>e) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an</i>	99 969 074	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN <i>(suite et fin)</i>		
5a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses en capital et : a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
10a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	217 313 211	
L15a	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	14 000 000	
L21a	Prêts aux Premières Nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	30 400 000	
			361 682 286
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD		
1a	Agence canadienne de développement économique du Nord – Dépenses de fonctionnement	2 698 469	
5a	Agence canadienne de développement économique du Nord – Contributions	17 000 000	
			19 698 469
	AUTORITÉ DU PONT WINDSOR-DÉTROIT		
3a	Paiements à l'Autorité du pont Windsor-Détroit pour l'exécution de son mandat conformément à ses lettres patentes et l'accord sur le passage Canada-Michigan		5 661 030
	BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA		
1a	Bureau de l'infrastructure du Canada – Dépenses de fonctionnement	71 101 228	
3a	Bureau de l'infrastructure du Canada – Dépenses en capital	93 170 000	
5a	Bureau de l'infrastructure du Canada – Contributions	142 200 000	
			306 471 228

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	CHAMBRE DES COMMUNES		
1a	Chambre des communes – Dépenses du Programme, y compris les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes		3 796 611
	COMMISSION DE VÉRITÉ ET DE RÉCONCILIATION RELATIVE AUX PENSIONNATS INDIENS		
1a	Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens – Dépenses du Programme – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
10a	Conseil national de recherches du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		10 000 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL		
1a	Emploi et Développement social – Dépenses de fonctionnement et : a) autorisation d'effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte des opérations de l'assurance-emploi; b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent : (i) des services du Secteur des programmes d'accès public, (ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail, (iii) des services offerts au nom d'autres ministères du gouvernement fédéral et/ou d'établissements publics du gouvernement fédéral, (iv) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État, (v) de la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> ; c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	8 964 980	
5a	Emploi et Développement social – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	490 235 798	499 200 778
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE		
1a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		195 000 000
	LES PONTS JACQUES-CARTIER ET CHAMPLAIN INC.		
1a	Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal		253 652 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	PPP CANADA INC.		
1a	Paiements à PPP Canada Inc. pour le fonctionnement et l'exécution des programmes	2 300 000	
3a	Paiements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds PPP Canada	197 700 000	
			200 000 000
	RESSOURCES NATURELLES		
1a	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i> ; de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère; et pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		195 000 000
	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR		
1a	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice et pour d'autres activités du Secrétariat du Conseil du Trésor		74 920 000
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
5a	Sécurité publique et Protection civile – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		95 000 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1a	<p style="text-align: center;">VIA RAIL CANADA INC.</p> Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada, conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>		<p style="text-align: right;">101 600 000</p> <hr/> <p style="text-align: right;">2 455 300 361</p>